

SESSION 2014

---

**CAPES  
CONCOURS EXTERNE  
ET CAFEP**

**Section : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES**

**EXPLOITATION D'UN DOSSIER DOCUMENTAIRE**

Durée : 5 heures

---

*L'usage de tout ouvrage de référence, de tout dictionnaire et de tout matériel électronique (y compris la calculatrice) est rigoureusement interdit.*

*Dans le cas où un(e) candidat(e) repère ce qui lui semble être une erreur d'énoncé, il (elle) le signale très lisiblement sur sa copie, propose la correction et poursuit l'épreuve en conséquence.*

*De même, si cela vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement.*

***NB : La copie que vous rendrez ne devra, conformément au principe d'anonymat, comporter aucun signe distinctif, tel que nom, signature, origine, etc. Si le travail qui vous est demandé comporte notamment la rédaction d'un projet ou d'une note, vous devrez impérativement vous abstenir de signer ou de l'identifier.***

**Tournez la page S.V.P.**

## Exploitation d'un dossier documentaire

### Dossier : Mondialisation des entreprises et commerce international

Il est demandé de construire, à partir du dossier ci-joint comportant 6 documents et pour une classe de terminale, une séquence pédagogique intégrant obligatoirement des travaux à réaliser par les élèves et une évaluation des acquisitions attendues. La composition du candidat devra s'appuyer sur des connaissances précises en matière de didactique de la discipline scolaire sciences économiques et sociales, notamment en ce qui concerne la conception des dispositifs d'apprentissage et leur évaluation.

#### Document 1

Le commerce international s'est considérablement développé au cours des dernières décennies, à la mesure de l'intégration croissante des marchés des biens et services. Les multinationales ont largement contribué à ce mouvement d'ensemble. Ainsi, d'après les données du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI), les multinationales contribuent à environ 75 % des échanges internationaux réalisés par des entreprises françaises.

Les firmes peuvent optimiser la localisation de leur production afin de bénéficier de coûts de production plus faibles<sup>(1)</sup>, mais aussi d'autres avantages non directement liés aux coûts. Ceux-ci peuvent résulter de facteurs purement géographiques (proximité des fournisseurs et des clients, par exemple) et institutionnels, ou de facteurs sur l'environnement de production tels que la qualification de la main-d'œuvre et la qualité des infrastructures. Les firmes peuvent également décider de conquérir de nouveaux marchés en s'implantant sur place. Ces stratégies conduisent toutes deux à un accroissement des transactions entre filiales :

- Dans le premier cas (i.e. profiter de conditions de production favorables), le commerce intragroupe porte sur des produits intermédiaires. La chaîne de production est en effet segmentée, et les diverses phases de production sont réparties dans des filiales situées dans des pays différents. Ces filiales sont alors intégrées verticalement.

- Dans le second cas (i.e. conquérir de nouveaux marchés), le commerce intragroupe peut porter sur des produits intermédiaires ou sur des produits finis. L'implantation sur les marchés locaux peut en effet se faire soit en répliquant sur place tout ou partie de la chaîne de production, soit en important les produits finis via un distributeur affilié. Les filiales sont alors intégrées horizontalement.

Le commerce réalisé au sein des multinationales, i.e. le commerce intragroupe, représente une part considérable du commerce international. (...)

En premier lieu, le commerce intragroupe est sans doute plus « captif » que le commerce entre entreprises indépendantes, dans la mesure où il résulte de choix techniques et commerciaux et de décisions d'investissement qui sont peu aisément réversibles. Le commerce intragroupe est alors moins sensible à des déterminants usuels du commerce international tels que les taux de change ou les droits de douane.

En second lieu, les multinationales peuvent modifier les termes de leurs transactions internes à la seule fin de minimiser leur charge fiscale globale. Elles arbitrent alors entre les différents systèmes nationaux d'impôt sur les sociétés. Il est reconnu de longue date, par exemple, que les multinationales peuvent jouer sur leurs prix de transfert pour transférer des profits réalisés dans des pays à forte fiscalité vers des pays à faible fiscalité.

(1) La fiscalité peut être rangée dans cette catégorie, au même titre par exemple que les charges sociales et, plus globalement, le coût de la main-d'œuvre.

Source : QUANTIN S., RASPILLER S., SERRAVALLE S., *Commerce intragroupe, fiscalité et prix de transferts : une analyse sur données françaises*, Insee, Direction des Études et Synthèses Économiques, 2009.

## Document 2

Les 50 dernières années ont été marquées par l'augmentation du commerce des pièces et composants liée à la fragmentation internationale de la production, qui explique en grande partie pourquoi la croissance du commerce a été supérieure à celle du PIB. Depuis peu, les entreprises ne se contentent plus de répartir les différentes étapes de la production entre différents lieux et d'importer des biens intermédiaires ; elles « dégroupent » et délocalisent aussi certaines tâches administratives, en particulier celles où l'écart de salaire entre le Nord et le Sud n'est pas justifié et compensé par un écart de productivité. L'exemple classique est la délocalisation en Inde des centres d'appels des États-Unis. Cela a amené certains économistes à parler de l'avènement d'une nouvelle ère de la mondialisation. On considère généralement que la réduction des coûts de communication et le coût de l'échange d'idées sont les causes de ce deuxième « dégroupage ».(...)

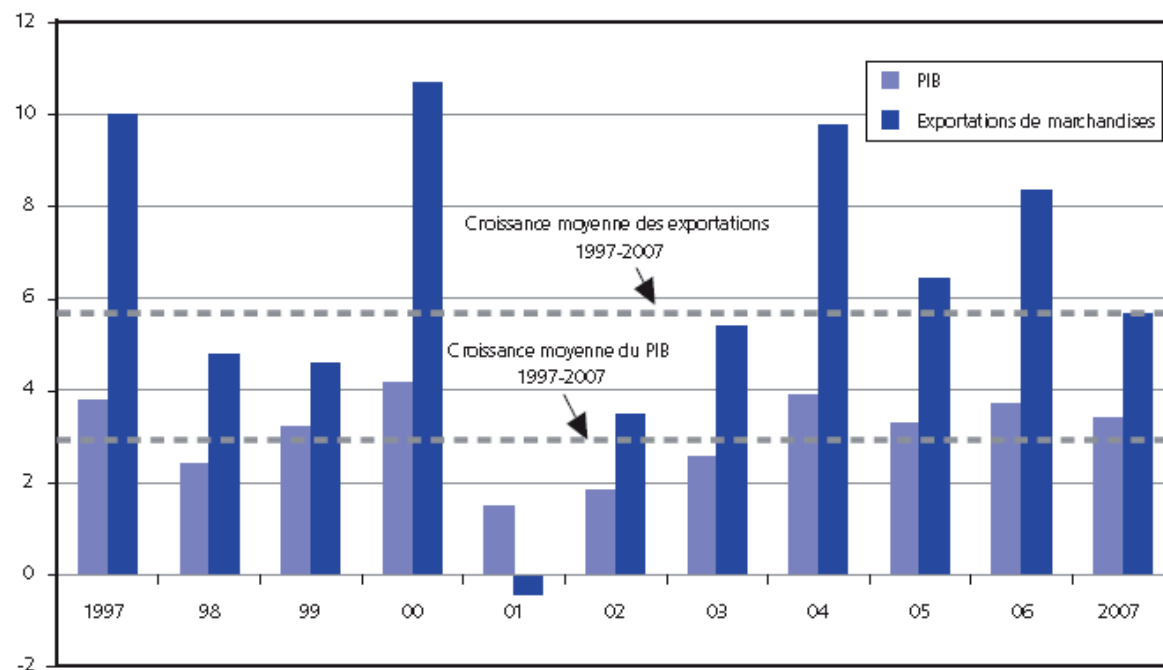
La fragmentation internationale de la production existait déjà au début des années 60. IKEA a établi des usines de production en Pologne dès les années 70. La délocalisation de services n'est pas non plus un phénomène nouveau. Dès la fin des années 80, Swissair avait délocalisé en Inde une grande partie de ses fonctions comptables ; la ville de Londres s'est aussi adressée à l'Inde pour des services de maintenance informatique. Au cours des deux dernières décennies, l'expansion des réseaux de production en Asie de l'Est et la transformation économique de l'Europe orientale semblent avoir considérablement intensifié ces phénomènes. (...) Le commerce des pièces détachées et des composants est souvent utilisé comme indicateur indirect de l'ampleur de la délocalisation des produits.

Source : *Rapport sur le commerce mondial*, OMC, 2008.

## Document 3

### Croissance du volume du commerce mondial des marchandises et du PIB mondial, 1997-2007

(Variation annuelle en pourcentage)

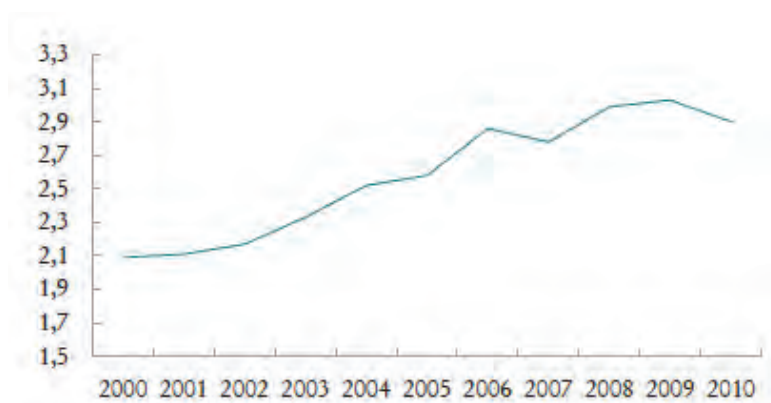


Source : Secrétariat de l'OMC.

#### Document 4

Avec ce fractionnement croissant des chaînes de valeur, la question du "Made in", de l'origine des produits consommés, a pris une importance croissante dans les débats de politique économique. Une première préoccupation concerne les dimensions sociales ou environnementales de la consommation. La dimension sociale, du point de vue du pays exportateur, a été récemment illustrée par le drame survenu dans la banlieue de Dacca au Bangladesh, où l'effondrement d'une usine a été à l'origine de plus de 1 000 morts parmi les employés. L'impact sur le marché du travail dans le pays importateur participe de la même préoccupation. Les heures de travail contenues dans les biens de consommation importés sont alors comprises comme détruisant autant d'heures de travail dans les usines localisées en France. Plus directement, l'INSEE a pu récemment proposer un chiffrage des pertes d'emplois dans les entreprises délocalisant, sur base d'enquêtes. Concernant les salaires, toutefois, l'impact des délocalisations n'est visible qu'en s'intéressant aux différences d'occupation des salariés (routinière ou non), et non au fait qu'ils sont employés dans des industries différentes. On change plus facilement de secteur d'activité, à poste donné, que d'occupation. Les salaires des ouvriers affectés à des occupations routinières baissent en cas de changement. La dimension environnementale, enfin, est illustrée par la question plus anecdotique des circuits courts, supposés limiter les coûts de transport et donc améliorer le bilan énergétique des produits. Ces préoccupations ne doivent pas faire oublier que les importations en provenance de pays à bas coûts ont pour objectif de réduire le coût de production, et donc le prix pour le consommateur final, des biens concernés. Les pays à bas salaires ne représentent que le quart de nos achats de biens de consommation sur le marché mondial (en valeur). En réalité, les produits de consommation importés par la France proviennent majoritairement de l'Union européenne (62 %, en valeur, en 2011) et pour le reste, des autres pays de l'OCDE (Japon, États-Unis, ...). La part de l'Union européenne a baissé de 7 % sur une décennie, tandis que celle des pays de délocalisation progressait de 19 %. Mais ce quart des importations en provenance des pays à bas salaires joue un rôle important en termes de coût du panier de consommation (...). Donner un ordre du surcoût pour remplacer les importations en provenance des pays de délocalisation par une production française n'est pas aisé.

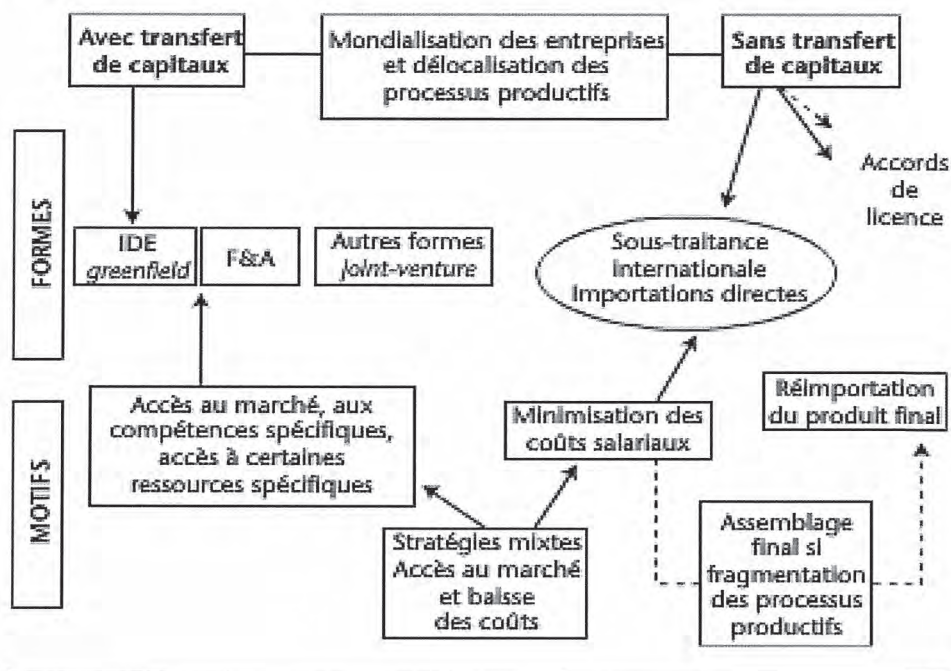
#### Graphique : Prix (en douane) d'un produit fabriqué en France relativement au même bien importé d'un pays de délocalisation



S'agissant des emplois en France, il convient de prendre en compte les effets de report de consommation. On peut être tenté d'opposer à la baisse du coût du panier de consommation les emplois qui seraient créés par les entreprises fabriquant des substituts aux biens de consommation importés. Mais si ces derniers devaient être produits en France, les ménages ne pourraient pas avoir le même panier de consommation (biens et services) qu'en présence d'importations. La substitution de produits nationaux aux produits importés augmenterait la dépense sur les produits concernés, ce qui réduirait la consommation de services. Or il est tout à fait possible que le contenu en emplois des services, par euro de valeur ajoutée, soit plus important que celui des usines robotisées fabriquant les substituts aux biens importés dans les secteurs confrontés à la concurrence des pays à bas salaires.

Source : *La Lettre du CEPII*, juin 2013.

Schéma 1. Formes et logiques de délocalisation des processus productifs



Notes : - F&A : fusions et acquisitions  
 - IDE *greenfield* : création d'une filiale entièrement nouvelle

**Les différentes modalités de déploiement international des firmes**

Comme le montre le schéma 1, deux grandes logiques de déploiement international des firmes peuvent être distinguées. Les premières impliquent un investissement international souvent avec transferts de capitaux du pays d'origine de la firme vers les pays d'accueil par création de filiales ou fusion et acquisition. Les secondes se traduisent par un déploiement international n'impliquant pas un investissement international. Les flux de capitaux (IDE, investissements de portefeuille) ne sont donc que des indicateurs « partiels » de la mondialisation des entreprises : un certain nombre d'échanges « invisibles » doivent être pris en compte dans le degré de mondialisation...

Une firme qui veut s'implanter à l'étranger peut obtenir une influence significative sur le management d'une entreprise du pays d'accueil par des moyens autres que l'acquisition d'une part du capital. La sous-traitance, la cession de licences, le franchising, le leasing, les accords et alliances sans prise de participation constituent des outils fréquemment utilisés pour produire et/ou vendre à l'étranger. Ces formes d'investissement présentent l'avantage de limiter la dépense en capital. [...]

Type de commerce	Intrafirme	Interfirmes
<b>Types de délocalisation</b>		
IDE-F&A	Échanges intrafirme de biens intermédiaires et de biens finals entre la société mère et les filiales ou entre les filiales du groupe elles-mêmes.	Exportations des filiales vers d'autres pays ou vers la région d'accueil en direction de firmes ou groupes indépendants.
STI ou <i>outsourcing</i> par importation directe	Travaux en sous-traitance confiée par une entreprise du groupe à une autre entreprise du groupe ou échanges de composants entre la maison mère et les filiales.	Travaux en sous-traitance confiée à des entreprises indépendantes donnant lieu à des échanges de biens intermédiaires et de biens finals.

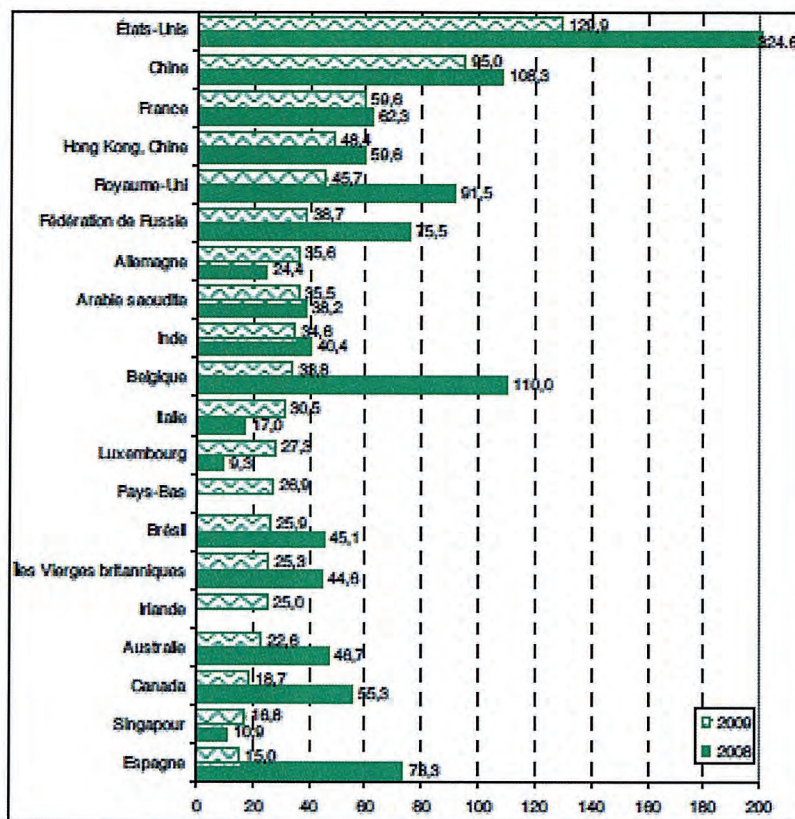
Note : STI : sous-traitance internationale

Source : El Mouhoub M., *Mondialisation et délocalisation des entreprises*, La Découverte, 2011 (3<sup>e</sup> éd.).

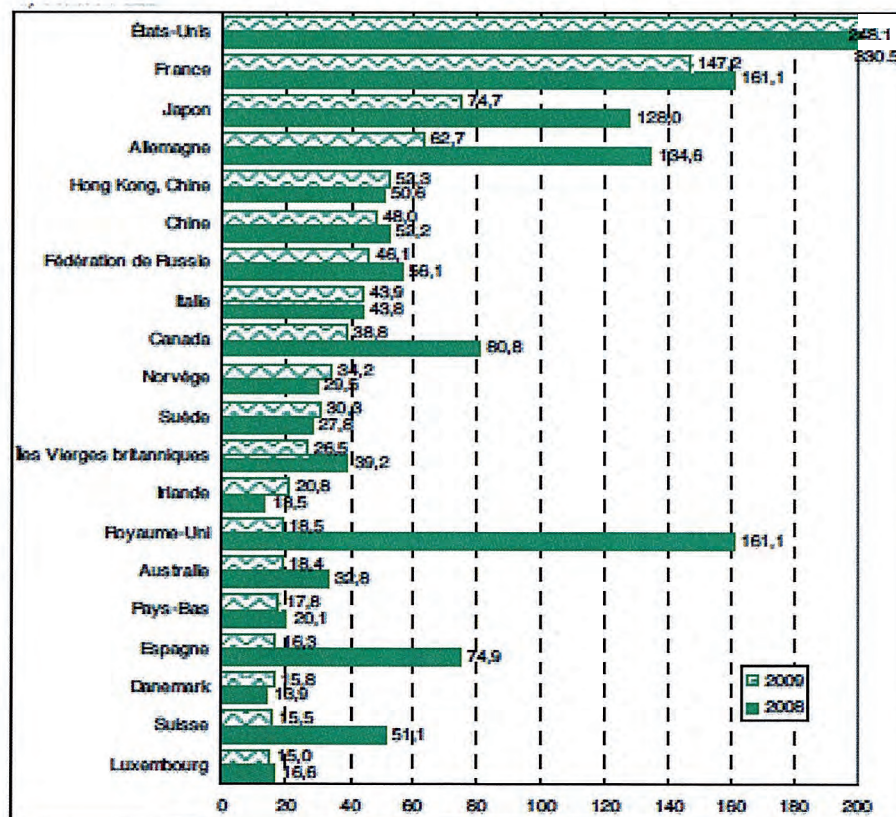
Document 6

Entrées et sorties d'IDE dans les 20 premiers pays ou territoires, 2008-2009 (en milliards de dollars)

a) Entrées



b) Sorties



Source : CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde*, 2010.